

L'Italie et l'Europe faustienne¹

« Mais que fait donc Faust, appuyé sur la 'force' du diable, sinon libérer ses pulsions et réussir 'à balayer de proche en proche tout ce qui l'entravait dans son développement' : ce qui est le principe du divin marché². » Dans l'œuvre célèbre de Goethe, le diable ne présente-t-il pas la monnaie comme un substitut à l'alchimie, la pierre philosophale qui permet de satisfaire toutes les envies matérielles ? Au risque d'y perdre âme et vie au nom d'une « modernité » que le sort de l'humanité indiffère totalement. Goethe, qui fut ministre de l'Economie et des Finances dans le duché de Weimar, savait de quoi il parlait. Gounod en tira un opéra où claque ce vers chanté : « Le veau d'or est toujours debout ». Un siècle et demi plus tard, il a toujours ses servants pour clamer que la Finance est sacrée et n'a donc que faire des maux qu'elle provoque. Mais nulle déité n'est nécessaire pour tracer le chemin. La manière dont est traitée la crise de la zone euro est éloquent à cet égard. Les peuples sont immatures, dépensiers, inconséquents ? Il faut punir les peuples. Que le marché impose ses lois ! Telle est la philosophie des traités européens successifs. Ces textes font peu de cas d'une démocratie politique et sociale qui s'effiloche à grande vitesse, jettent les peuples dans la rue ou conduisent à un dangereux aventurisme politique.

N'est-ce pas ce que l'on vient d'observer *in vivo* en Italie et qui concerne tout le continent ? Au lendemain des récentes élections des 24 et 25 février, toute la presse nationale et étrangère a titré sur l'« ingouvernabilité » du pays et abondamment glosé sur toutes les « combinazioni » possibles, préludes, sans doute, à un nouvel appel aux urnes qui, les choses étant ce qu'elles sont, ne résoudront rien.

Les faits sont là : le scrutin a désigné une Chambre des députés où la coalition de centre gauche est majoritaire mais avec un petit 30 % des voix, un Sénat sans majorité. Et au total, il a coincé la Botte dans l'impasse et l'Europe institutionnelle dans une profonde inquiétude. C'est que le cocktail explosif où a fermenté cette situation – condamnation des « élites » politiques, ras-le-bol des sacrifices sociaux, condamnation d'une « Europe faustienne » interroge le paradigme socio-économique qui semble faire consensus parmi les dirigeants aux quatre coins du continent.

Un « tremblement de terre »

Ce qu'a rapidement analysé le professeur Marc Lazar, spécialiste de la vie politique italienne, pour qui « Le résultat des élections italiennes constitue un tremblement de terre qui ne secoue pas la seule péninsule mais bien l'Europe entière. » Un séisme qu'il explique par la conjugaison de trois facteurs interdépendants : une « crise sociale » qui a provoqué récession, chômage et accroissement des inégalités et de la pauvreté ; « une crise politique de longue durée, près de vingt ans désormais, mais qui n'a fait que s'accroître avec la multiplication des affaires de corruption et un rejet croissant de la classe dirigeante » ; une crise de confiance envers l'Europe ». Or, insiste très justement Marc Lazar, « L'Italie n'est nullement une anomalie et ce qui se passe de l'autre côté des Alpes ne relève pas d'une sorte d'exotisme méditerranéen (...) dans presque tous les pays européens, les citoyens se saisissent des élections pour présenter la facture à leurs gouvernements qui leur imposent une politique d'austérité et de rigueur. Partout, s'exprime un sentiment 'antipolitique' qui, d'un côté, se traduit par une défiance à l'égard des institutions et un rejet des élites qu'aiguisent les formations dites populistes, mais qui, de l'autre, traduit une exigence de construire une autre démocratie, plus honnête et transparente (...) Enfin, partout, l'Europe est désormais critiquée et remise en cause, pour ses choix économiques, du fait de son déficit de démocratie (...) Telle est la grande leçon européenne du vote italien³. »

Ainsi – même si comparaison n'est pas raison -, comme en Grèce en mai 2012, le paysage politique est bouleversé par un électorat avide de dire « basta così ». Des listes se proclamant hostiles à l'austérité sans fin ont tiré profit du ras-le-bol ambiant. Du côté d'Athènes, Syriza, une coalition de la gauche radicale, a largement supplan-

¹ Par **Maurice Magis**, chargé de la communication à l'ACJJ – février 2013.

² « Le théâtre de la crise. Faust et l'alchimie capitaliste ». Par Bernard Umbrecht. *Le Monde diplomatique*, octobre 2011.

³ « L'Italie n'est pas une anomalie », par Marc Lazar, professeur d'université en France et en Italie, et chercheur en sciences politiques. *Le Monde* du 26 février 2013.

té les sociaux-démocrates du Pasok sur fond de mobilisations sociales à répétition, mettant ainsi un terme à l'alternance bipartite qui rythmait la vie politique depuis des décennies.

En Italie, Silvio Berlusconi, en promettant de « raser gratis » et – l'homme a le nez fin – en prenant soudain pour cible Angela Merkel et sa morgue ultralibérale, a écrasé le vertueux Mario Monti, le favori des marchés et des eurocrates, l'ancien commissaire européen à la concurrence et ex-consultant de Goldman Sachs qui imposa une terrible cure d'austérité à son pays. Comme débarqué d'une autre planète, Beppe Grillo, qui a promis de « renvoyer les politiciens à la maison », promis la sortie de l'euro et la semaine de travail de 20 heures, a séduit un quart de l'électorat. A eux deux, à coup de slogans creux, sans programmes, mais en fustigeant l'establishment national et les gourous de l'Europe ultralibérale, ils ont rassemblé plus de 50 % des voix.

Un vainqueur : Grillo

« L'Italie et la Grèce ne sont pas des exceptions. Sous une forme ou sous une autre, une part croissante des opinions publiques des pays du sud de l'Europe soumis à des politiques d'austérité sévères exprime un rejet de cette rigueur. A tort ou à raison, celle-ci est vécue non pas comme une nécessité mais comme une punition imposée de l'extérieur, et d'abord par l'Allemagne », a constaté *Le Monde*⁴.

C'est un fait. Mais il faut bien prendre la mesure de ce qui pourrait passer pour une farce à l'italienne quand Berlusconi, qui rejoue « L'éternel retour » et un clown manipulateur occupent les premiers rôles. N'y a-t-il pas là déjà le signe d'une profonde fracture démocratique ? « Le pays affronte une situation très délicate », a commenté, désabusé, à la fin du scrutin Pier Luigi Bersani, le leader de la coalition de centre-gauche, communiste dans une autre vie et aujourd'hui converti à l'économie de marché, qui n'a pas obtenu, et de loin, le succès escompté. En parlant de « situation délicate », M. Bersani montre une sacrée capacité à jouer de l'euphémisme.

Car s'il est un premier et vrai vainqueur du scrutin, c'est bien Beppe Grillo, son Mouvement 5 Etoiles (M5S) et ce qu'ils représentent. Cet « objet politique non identifié » hors de cette Italie en pleine récession économique a été chercher 25 % de voix au détriment des partis classiques.

L'homme n'est pourtant pas un nouveau venu. Son mouvement avait déjà enregistré de beaux succès lors des élections municipales de mai 2012, prenant la mairie de trois villes, dont Parme, cette riche cité au cœur de l'Emilie-Romagne traditionnellement de gauche, et fait élire quelque 250 conseillers municipaux et régionaux. Peu après, *Le Monde diplomatique* décrivait ainsi le M5S qui « se veut 'un mouvement liquide' (selon son site. NDLR), une 'association libre de citoyens' dépourvue de structure hiérarchique, section ou carte d'adhérent, dont 'le seul point de référence est le blog Beppegrillo.it'. Ses sympathisants sont divers : des néophytes en politique, dont la plupart n'adhèrent à aucune idéologie en particulier ; des militants de gauche déçus ; et même d'anciens partisans de la droite néo- et postfasciste. Ce mélange est particulièrement visible dans les régions « rouges » de l'Italie, comme l'Emilie-Romagne, où le mouvement a pour l'instant connu ses plus grands succès. Point commun de ce rassemblement hétéroclite, tous les grillini reconnaissent en M. Grillo leur véritable représentant, l'unique voix publique du mouvement. Le règlement de certains comités locaux interdit même aux simples militants de s'exprimer dans les médias. »

Et encore, « Comme l'a très justement fait remarquer un journaliste du quotidien israélien *Yediot Aharonot* (...) ' Grillo est un bon acteur qui connaît les attentes de son public '. Sa surexposition médiatique lui permet de consolider le lien qui unit son mouvement à ce qu'il considère comme le bon sens populaire. M. Grillo distille régulièrement des déclarations homophobes ou xénophobes, traitant par exemple le président de la région des Pouilles et fondateur du parti Gauche, écologie et liberté, M. Nicola ('Nichi') Vendola, qui est homosexuel, de buson (' tapette' en dialecte génois) ou estimant que la proposition de donner la nationalité italienne aux enfants d'immigrés nés en Italie n'a ' aucun sens '. Plus récemment, s'alignant sur la position de la Ligue du Nord, il s'est insurgé contre la 'décadence' de la vie nocturne estivale, qui perturbe selon lui la tranquillité et la sécurité des familles 'bien sous tous rapports'. » Des propos que ne désavouerait pas Berlusconi. « En dépit de son ton radical, le M5S véhicule la même conception de la politique que l'idéologie néolibérale qui a inspiré les programmes d'ajustement

⁴ « D'Athènes à Rome, les votes de la colère ». Ibidem.

structurel dans l'Amérique latine des années 1980, et qui justifie désormais la mise en place de gouvernements 'techniques' en Europe⁵. »

Et après ?

Aujourd'hui, Beppe Grillo, qui avait attiré cent mille personnes pour son dernier meeting de campagne – un véritable show - ne boude pas son plaisir et poursuit ses provocations : « Ils ont fait faillite aussi bien à gauche qu'à droite. Ils peuvent durer sept ou huit mois, mais nous serons un véritable obstacle pour eux », a-t-il lancé sur son blog en parlant de son succès comme d'une « nouvelle d'importance mondiale ». « Nous serons une force extraordinaire. Nous serons cent dix au Parlement, mais dehors nous serons des millions. »

Grillo a refusé toute alliance et confirmé que ses 109 députés et 54 sénateurs, voteront « les lois qui reflètent son programme, quel que soit celui qui les propose ». Mais quel programme ? « Ses » élus, souvent jeunes et néo-phytes, choisis au « vogelpik » par le biais d'Internet, vont-ils relayer son vœu de « faire exploser le système » ? Mais après ? Ou vont-ils, pour certains d'entre eux tout au moins, s'allier aux partis traditionnels ? Leur position est-elle tenable ? En dénonçant les revenus des élus, le trop grand nombre de parlementaires, les responsabilités des partis dans les scandales financiers, il a rassemblé des électeurs de gauche comme de droite tout en se disant lui-même « ni de droite ni de gauche ». Mais il attaque violemment les syndicats et a déclaré à des militants d'extrême droite que « l'antifascisme n'est pas de (sa) compétence ».

«Confusione »⁶

Le M5S dit souhaiter l'interdiction du financement public des partis. Cela pourrait sembler sain. Mais au bout du compte, ce sont les formations proches des riches lobbies ou menées par des riches comme... Beppe Grillo ou Silvio Berlusconi qui y gagneraient. Comme l'a résumé *L'Humanité*, « Ce mouvement (de Grillo) est en effet unique en son genre: il n'existe pas. C'est un logo et un site rempli de publicité, propriétés personnelles de Beppe Grillo. »

Berlusconi, parti sous les huées en novembre 2011, donné pour politiquement mort quelques semaines avant le scrutin, est revenu dans le jeu en promettant le contraire de ce qu'il a pratiqué au pouvoir et en mettant en scène sa grossière démagogie sur les écrans télé qui, pour une large part, sont sa propriété. La coalition de droite – une fois de plus sous le coup d'une enquête pour corruption - a pris à son compte les grosses régions (Lombardie, Sicile, Campanie). Tout aussi inquiétant.

Les gauches, elles, semblent en déshérence, faute de proposer des alternatives faisables et crédibles, un projet politique mobilisateur pour une Italie stable, susceptibles de dépasser le permanent « malgoverno. De belles âmes font mine de s'inquiéter. Mais de quoi ? Comment s'étonner que des citoyens privés de perspectives d'avenir privilégient des histrions populistes ou fuient les urnes, giflant ainsi la « classe » politique toute entière ? L'électorat italien, on l'a dit, a envoyé un message inquiétant mais éclairant, bien au-delà de la péninsule. On a évoqué la commedia dell'arte. Mais quelle triste comédie !

« Confusione » (désordre, chaos) chantait Lucio Battisti au début des années septante... Un titre prémoniteur.

⁵ « Percée inattendue du Mouvement 5 étoiles. Encore un homme providentiel pour l'Italie ». Par Raffaelli Laudani. *Le Monde diplomatique*, septembre 2012.